



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

## **Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2026/DRIEAT/UD77/036 du 24 avril 2026 à l'encontre de la société UNIVAR et imposant des mesures d'urgence**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2 IC 145 du 18 mai 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la société SA QUARRECHIM au 10 à 19 rue Denis Papin à Mitry-Mory ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant au profit d'Univar délivré par Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne le 4 juillet 2008 actant ce changement au 1<sup>er</sup> janvier 2003 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014 DRIEE UT 77 124 du 15 juillet 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société UNIVAR pour l'exploitation de son établissement sis ZI de Mitry-Compans, 10 à 19 rue Denis Papin à Mitry-Mory (77290) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** le rapport du 24 avril 2026 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France consécutif à une visite d'inspection réalisée le 24 avril 2026 suite à l'accident survenu le 23 avril 2026 dans l'établissement exploité par la société UNIVAR au 10 à 19 rue Denis Papin à Mitry-Mory (77 290) ;

**VU** le projet d'arrêté de mise en demeure notifié à l'exploitant par courriel du 24/04/2026 ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté, confirmé dans son courriel du 24/04/2026 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'accident survenu le 23 avril 2026, il a été caractérisé des émanations de dichlore par un détecteur portatif interne à l'entreprise, et que ces émanations ont dépassé le périmètre du site et ont nécessité la mise en place de mesures de protection sur et aux abords du site par évacuation ou confinement de salariés de plusieurs entreprises, ainsi que l'arrêt de la circulation au niveau de la rue Denis Papin ;

**CONSIDÉRANT** que les constats réalisés et les conclusions de la visite d'inspection menée le 24 avril 2026 ont mis en évidence que l'automate de la station de traitement des effluents aqueux n'est pas fonctionnel pour un mode automatique de la station de traitement depuis le début de l'année 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que les émanations de dichlore le 23 avril 2026 sont dues à une injection en continu pendant plus d'une heure d'acide chlorhydrique dans une cuve contenant des bases et de la javel ayant entraîné une diminution du pH jusqu'à atteindre un pH inférieur à un, et une production de dichlore ;

**CONSIDÉRANT** de ce fait que la station de traitement des effluents aqueux n'est pas exploitée conformément aux dispositions prévues dans l'étude de dangers du site, et donc du dossier d'autorisation contrairement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2014 DRIEE UT 77 124 du 15 juillet 2014 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucune consigne complémentaire n'a été mise en place par l'exploitant pour une exploitation de la station de traitement en mode manuel, contrairement aux dispositions des articles 2.1.2 et 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014 DRIEE UT 77 124 du 15 juillet 2014 ;

**CONSIDÉRANT** à ce titre que le phénomène, d'une gravité avérée, est susceptible de survenir à nouveau en l'absence de mesures conservatoires dans l'attente de mesures correctives ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société UNIVAR de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite à Mitry-Mory, et de prescrire les mesures d'urgence visant à prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement dans l'attente de la mise en conformité des installations ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

La société UNIVAR, dont le siège social est situé 3 rue Franklin 93100 MONTREUIL, est tenue, pour les installations qu'elle exploite au 13 à 19 rue Denis Papin à Mitry-Mory (77), de respecter les dispositions suivantes du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2014 DRIEE UT 77 124 du 15 juillet 2014 sous un délai de 5 semaines :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. »

L'étude des dangers (réf APSYS : 7312-0005 BLISE/NT/12-01178) du site indique dans son tome I concernant la station de traitement des eaux :

« Le traitement dans chacune des filières (4 cuves en série pour chacune des filières) consiste à effectuer une neutralisation en mode automatique. »

### **Article 2 :**

Avant toute nouvelle opération de neutralisation dans la station de traitement des eaux du site, la société UNIVAR est tenue de mettre en place les mesures d'urgence suivantes :

- temporisation du fonctionnement de la pompe d'alimentation de l'acide chlorhydrique limité à 1 min ou une mesure organisationnelle permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent ;
- formalisation d'un mode opératoire de l'opération de neutralisation en mode manuel ;
- traçabilité des opérations de neutralisation sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- formation des opérateurs de la station de traitement des eaux industrielles au mode opératoire mis en place.

Les justificatifs correspondants devront être transmis à l'inspection des installations classées avant la remise en service de ces équipements.

### **Article 3 :**

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société UNIVAR.

### **Article 4**

Une copie du présent arrêté est déposée au maire de la commune de Mitry-Mory, où elle peut être consultée.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, de secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## Article 5

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-préfet de Meaux,
- la Maire de Mitry-Mory,
- la Cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 24/04/2026

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Régionale et Interdépartementale et par subdélégation,  
L'adjointe à la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne,



Clémence JAHANGIR

### Destinataires d'une copie pour information :

- le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne (SDIS),
- la Cheffe du Service interministériel de défense et de protection civiles (Préfecture – Cabinet),
- la Directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France.

### Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr> :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.